

L'Office du Dueroire (ODL) publie son rapport annuel

## Un bilan reflétant les défis et les difficultés de l'économie mondiale

**2015 a de nouveau été une année difficile pour le commerce mondial, les pays émergents en ayant été les principales victimes. L'ODL a dû dégrader 37 pays concernant les risques à court terme, tandis que la notation de seulement 8 pays a été rehaussée.**

La majeure partie de ces abaissements de notation a touché des pays qui tirent une grande partie de leurs revenus des exportations de matières premières, principalement en Afrique sub-saharienne, dans les pays de la Communauté des États indépendants, en Amérique latine et au Proche et Moyen-Orient.

La situation économique en Europe a été impactée en raison du conflit opposant l'Ukraine et la Russie et de la chute des prix pétroliers, le Moyen-Orient en raison de la guerre civile en Syrie et en Irak et l'émergence de l'Etat Islamique, l'Asie en raison des tensions territoriales avec la Chine, et l'Afrique en raison de problèmes de sécurité causés par les mouvements djihadistes. La classification des pays de l'ODL peut être consultée sur le site [www.odl.lu](http://www.odl.lu).

Malgré les risques politiques, l'ODL a enregistré en 2016 une augmentation de son activité d'assurance-crédit en Afrique, au Moyen-Orient et en Amérique latine tandis que l'activité en Europe Centrale et Orientale et Asie a connu une baisse importante. En termes de concentration de risques, l'Inde, la Russie et la Corée du Sud représentent toujours plus de 80% des engagements de l'ODL.

### Aides financières à l'exportation

M. André Hansen, président du COPEL (Comité pour la promotion des exportations luxembourgeoises) souligne l'importance des instruments d'aides à l'exportation. En effet, l'économie luxembourgeoise est très ouverte, mais de taille réduite. Les entreprises, pour se développer, ne peuvent se limiter au marché domestique et doivent se diriger vers des marchés plus éloignés, qu'elles



De g. à dr.: André Hansen, Président du COPEL, Arsène Jacoby, Président de l'ODL et Simone Joachim, Secrétaire générale de l'ODL

connaissent moins bien, ce qui engendre une hausse des coûts liés à la prospection et à l'analyse de ces marchés.

En 2015, le montant des aides payées aux entreprises dans le cadre de leurs efforts de prospection s'est élevé à 1,95 millions d'euros contre 2,27 millions d'euros en 2014. Comme les années précédentes, plus de 80% des aides payées concernent le remboursement des frais liés aux participations aux foires. 15% des aides ont été versées à titre de publicité, de conception de matériel promotionnel et d'études de marché. Sur les 670 demandes introduites, 52 ont fait l'objet d'un avis négatif.

Au 31 décembre 2015, les promesses de paiement s'élevaient à 1,29 millions d'euros. En tout, 149 sociétés ont reçu une aide dont 20 start-ups. En termes de répartition géographique, 80% de ces

aides concernaient des marchés européens, 10% étaient destinées à l'Amérique du Nord, et 4% à l'Asie.

### Assurance-crédit

Dans un contexte économique et politique difficile, l'ODL a clôturé l'année avec une perte consolidée de 900.000 EUR contre 4,8 millions en 2014. Cette perte, s'explique par une forte augmentation du nombre de dossiers en sinistre, mais également par les faibles rendements générés par les placements financiers de l'ODL.

Les opérations assurées ont légèrement augmenté, alors que les primes encaissées ont doublé (6.230.668 EUR en 2015 contre 3.007.703 EUR en 2014), ce qui reflète une détérioration des risques couverts mais aussi un allongement des durées

de crédit ; le taux de prime étant fonction de la qualité du débiteur, du risque pays ainsi que de la durée de crédit. Les indemnités payées sont passées de 8 millions d'euros en 2014 à 12,23 millions en 2015.

«Il en ressort que l'ODL reste un partenaire essentiel pour les entreprises exportatrices dans un environnement économique défavorable. L'ODL continuera à soutenir les exportateurs luxembourgeois en adoptant une approche pragmatique de la situation économique globale, tout en essayant de garantir des politiques de couverture sur le long terme. Enfin, il est bon de rappeler que les indemnités payées ces deux dernières années ont permis aux entreprises qui en ont bénéficié d'éviter de sérieuses difficultés financières et ont eu pour effet de préserver l'emploi et la compétitivité du Luxembourg», a déclaré Arsène Jacoby, président de l'ODL.

### Produits et service sur mesure

- Lancement d'un nouveau produit en 2015 : l'assurance des engagements de garanties couvre les banques des exportateurs luxembourgeois, qui sont amenées à émettre des garanties bancaires (garanties de restitution d'acompte, garanties de bonne fin...) au bénéfice d'un client étranger.  
- Dès le 4<sup>ème</sup> trimestre 2016, les demandes d'aides financières pourront être introduites via le portail [guichet.lu](http://www.guichet.lu)

### Perspectives

Le Fonds monétaire international anticipe à nouveau pour 2016 une année de faible croissance à l'échelle mondiale. Le montant des indemnités à payer restera élevé en 2017. Dans un environnement économique difficile, la mission de l'ODL demeure d'aider les entreprises à se développer à l'international en soutenant leurs efforts de prospection et en les protégeant contre les risques économiques et politiques qui vont de pair avec les transactions commerciales internationales.

Source: Chambre de Commerce, ODL

## De Ventotene à Bratislava, une lueur d'espoir pour l'après Brexit ?

**Matteo Renzi, Angela Merkel et François Hollande semblent vouloir esquisser le «futur de l'Europe» qui est à l'ordre du jour du premier «sommet informel à 27» fixé au 16 septembre prochain, à Bratislava. Ils se sont recueillis le lundi 23 août à Ventotene sur la tombe d'Altiero Spinelli qui, comme d'autres résistants au fascisme et au nazisme, avait retenu de ce combat la nécessité de dépasser les États nations, de construire l'Europe. Mais ont-ils perçu son message et trouvé la force de relancer l'Union européenne (UE) ?**

Jean-Claude Juncker, de son côté, réunit la Commission européenne à la côte belge pour peaufiner le discours sur «l'état de l'Union» qu'il prononcera le 14 septembre à Strasbourg devant le Parlement européen. Il semble peu probable que cette bande des quatre puisse relancer l'Europe : François Hollande n'a pas réussi à relancer la France ; Matteo Renzi risque de devoir démissionner en novembre, après l'échec probable de son référendum sur la réforme des institutions italiennes, la nouvelle crise bancaire ayant miné sa crédibilité ; Angela Merkel est affaiblie par sa gestion contestable de l'immigration massive de 2015 ; Jean-Claude Juncker a perdu son reste de crédibilité dans le LuxLeaks.

L'absence de vrai leadership inquiète les Européens qui sont confrontés à la montée de l'insécurité. Lors de la conférence pour la sécurité de Munich en 2007, Poutine a déclaré vouloir s'opposer à l'implantation de la civilisation occidentale en Russie. Depuis, il multiplie les campagnes de propagande, les manœuvres de troupes à nos frontières terrestres, les incursions de navires et d'aéronefs en Baltique, en mer du Nord et en mer Noire, ainsi que dans la Manche. Il entretient et multiplie les «conflits gelés». En 2014, il occupe la Crimée puis mène une guerre hybride<sup>(1)</sup> dans l'Est du Donbass. Plus de 30.000 «volontaires» russes y ont déjà combattu.

Le président russe Vladimir Poutine a ordonné le 25 août 2016 de vastes manœuvres militaires dans plusieurs régions russes, dont celle incluant la Crimée et la zone frontalière de l'Ukraine, plaçant aviation, troupes aériennes et la flotte russe du Nord en état d'alerte maximale. Ces exercices visent à tester la préparation au combat des unités concernées et doivent durer jusqu'au 31 août. Les districts militaires concernés englobent les régions frontalières de l'Ukraine et des pays baltes, la Crimée et de vastes territoires allant de l'Oural à la Sibérie.<sup>(2)</sup>

Dans le même temps, en violation des accords de Minsk, les accrochages, incluant des tirs à l'arme lourde, se multiplient dans le Donbass. L'UE ne soutient que mollement l'Ukraine, par des sanctions économiques. Une fois de plus, la pression américaine, économique, diplomatique et surtout militaire, est plus efficace pour modérer un tant soit peu le nouvel autocrate russe. Depuis la fin de la guerre froide, les gouvernements occidentaux ont laissé l'insécurité se développer depuis le Nord de la Norvège jusqu'à l'Est de l'Afghanistan, puis de là jusqu'à la Mauritanie.

Conjuguée au sous-développement économique, cette insécurité suscite des flux migratoires difficilement contrôlables par les États membres de l'UE qui sont en première ligne, faute de moyens. L'ouverture des frontières intérieures de l'UE, source de prospérité, est remise en question par la quasi-absence de gardes fédéraux aux frontières extérieures. Aujourd'hui, selon Eurostat, les flux migratoires préoccupent entre 50 et 60% des Européens.

Le terrorisme inquiète 39% d'entre eux. Pour contrer les terroristes islamistes, qui s'en prennent également aux Russes, les Occidentaux sont amenés à coordonner avec eux leurs efforts en Syrie, malgré leurs différends à l'Est de l'Europe. Les Occidentaux sont aussi amenés à s'appuyer sur les Kurdes, plus efficaces dans la lutte contre le pseudo-Etat islamiste que les Arabes chiites, proches de l'Iran, et que les sunnites, susceptibles de rejoindre les islamistes. Mais l'opposition entre Kurdes et Turcs éloigne de nous notre alliée de longue date au sein de l'OTAN.

L'évolution politique interne de la Turquie,<sup>(3)</sup> après le coup d'Etat manqué, aggrave ce distanciellement : elle inquiète beaucoup de médias européens. Dans ses relations avec Poutine, avec l'UE et avec Obama, et donc au sein de l'OTAN, le président Erdogan souffle le chaud et le froid, ce qui contribue à l'instabilité de notre environnement proche. Poutine en profite : dès le 11 août, il lance un ultimatum à l'Ukraine, à la suite de l'arrestation de «saboteurs ukrainiens» en Crimée.<sup>(4)</sup> Heureusement, jusqu'à présent, la pression américaine l'a dissuadé d'aller plus loin.

Américaine et non occidentale, car les forces armées européennes (1,5 millions de militaires dont bien peu sont utilisables en opérations extérieures) ne produisent que 5 à 6% des capacités militaires américaines, malgré des dépenses de défense d'environ 200 milliards par an, soit 33% budget du Pentagone. Cette inefficacité rend impossible une défense et une sécurité efficaces, à un coût socialement acceptable et démotive les Américains d'envisager d'assurer notre défense. Or, l'UE doit rester une

charnière entre l'Amérique du Nord et l'Eurasie (Russie, Iran, pays turcophones et arabophones, Inde, Chine), pour assurer sa défense, mais aussi pour éviter à l'Europe d'être satellisée par la Russie, laissant l'Amérique du Nord isolée sur la scène mondiale comme le craint Henry Kissinger.

L'Europe devrait donc, comme l'a fait le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian, admettre qu'elle est en guerre «dès lors qu'elle n'est plus en mesure de tenir la guerre à distance».<sup>(5)</sup> L'Europe est manifestement attaquée par le terrorisme islamiste, et menacée par l'impérialisme du nouveau tzar. Elle devrait assurer elle-même sa sécurité, un candidat isolationniste aux élections présidentielles américaines en novembre remettant en cause la solidarité au sein de l'OTAN.

Mais l'UE en est-elle capable, après le vote en faveur du Brexit, avant le référendum en Italie et, en 2017, les élections présidentielles françaises et parlementaires allemandes ? Je ne m'attends donc pas à une relance de l'UE à Bratislava, mais bien à un catalogue (risible) de bonnes intentions, déjà esquissés lors de la réunion du Triangle de Weimar de ce 28 août<sup>(6)</sup> : exploiter (enfin) pleinement les possibilités offertes par les traités depuis 2009 dans le domaine de la politique étrangère et de sécurité commune ; élargir le Triangle de Weimar au groupe de Visegrád (Pologne, Tchéquie, Slovaquie, Hongrie)<sup>(7)</sup> ; mettre en œuvre la stratégie européenne de 2016 ; tenir une réunion annuelle du Conseil européen sous forme de Conseil de sécurité européen ; développer une capacité européenne civile et militaire de planification et de conduite d'opérations, dont l'Élysée ne veut pas...

Les récents scrutins montrent le discrédit de la caste politique, de plus en plus déconnectée des faits et des opinions publiques, de plus en plus inféodée aux groupes de pression, avec pour résultat le succès électoral des populistes. Or, ceux-ci sont aussi peu doués pour la bonne gouvernance que pour les relations internationales, la défense et la sécurité. Ils ne conçoivent cette dernière que comme un moyen de se maintenir au pouvoir. C'est pourquoi les citoyens européens conscients de leur devoir œuvrent à la création des États-Unis d'Europe<sup>(8)</sup> seule façon de relancer le processus d'unification politique de l'Europe, qui est la condition nécessaire à la mise sur pied d'une défense européenne.

Chacun à notre façon et selon nos moyens, promouvons les valeurs européennes, assurons la protection de nos intérêts et garantissons l'avenir des Européens. Pour la première fois dans l'histoire des jeux olympiques, l'escrimeuse Elisa Di Francisca<sup>(9)</sup> a brandi le drapeau européen au lieu du drapeau

italien, afin d'affirmer que l'Europe existe et est unie. Unis, nous pourrions vaincre le terrorisme, a-t-elle déclaré. Federica Mogherini a tweeté «La bandiera dell'Europa, gli ideali della meglio gioventù. Brava due volte».<sup>(10)</sup> Pour une fois, je suis d'accord avec elle.

Jean MARSIA  
Président de la Société européenne de défense AISBL (S D)  
Rue des Petits Carmes, 24, bte 10, 1000 Bruxelles  
+32 476 490 496  
[info@seurod.eu](mailto:info@seurod.eu)  
Membre du Comité de soutien de Stand up  
for the United States for Europe a.s.b.l.

1) Voir Vincent Georis, "La guerre hybride de Poutine contre l'Occident" in L'Echo, 14/7/2016, p. 8 et s.n., «Guerre hybride ou doctrine Gensimov?» in La Vie, <https://www.lettre.org/2015/04/guerre-hybride-ou-doctrine-gensimov/>, 24/4/2015.

2) *afp*, «Russie, Manœuvres militaires près de la frontière ukrainienne» in Le Soir, 26/8/2016, p. 11.

3) Voir Marie Jégo et Marc Seno, "Autopsie d'un coup d'Etat avorté en Turquie" in Le Monde, 26/7/2016, p. 2-3.

4) Voir s.n. (Reuters), Ukraine versetzt Truppen in Kampfbereitschaft in Frankfurter Allgemeine Zeitung, <http://www.faz.net/aktuell/politik/ausland/europa/ukraine-versetzt-truppen-in-kampfbereitschaft-14382725.html>, 11/8/2016.

5) Yves Le Drian, Qui est l'ennemi ?, Paris, Les Éditions du Cerf, 2016, p. 11, 12 et 30.

6) Frank-Walter Steinmeier (Allemagne), Jean-Marc Ayrault (France), Witold Waszczykowski (Pologne), Déclaration conjointe des ministres des Affaires étrangères du Triangle de Weimar sur l'avenir de l'Europe, Weimar, le 28 août 2016, [http://www.usuawertiges-amt.de/DE/InfoService/Presse/Meldungen/2016/160828\\_Gemeinsame\\_Erklaerung\\_AeAeung\\_Weimarer\\_Dreieck\\_FRA.html](http://www.usuawertiges-amt.de/DE/InfoService/Presse/Meldungen/2016/160828_Gemeinsame_Erklaerung_AeAeung_Weimarer_Dreieck_FRA.html), 28.08.2016.

7) Lors de sa réunion du 26/8/2016 avec la Chancelière, ce groupe s'est opposé à elle à l'unanimité et a réclamé des gardes-frontières européens et une armée européenne. Voir Gerhard Gnauck, "Visegrád-Staaten, Geschlossen gegen Merkel" in Frankfurter Allgemeine Zeitung, <http://www.faz.net/aktuell/politik/ausland/europa/visegrad-staaten-geschlossen-gegen-merkel-14407312.html>, 26/8/2016. «Die "Bildung eines europäischen Grenzschutzes" mahnte Polens Ministerpräsidentin Beata Szydlo an und natürlich die verstärkte Sicherung der Außengrenzen der EU, womit sie nicht allein steht. Ihr ungarischer Kollege Viktor Orbán bekannte sich zu "hundertprozentiger Übereinstimmung" mit den Positionen seiner Vorgesetzten. Er forderte sogar die "Schaffung einer gemeinsamen europäischen Armee", was der Tscheche Sobotka anschießend als gute Idee würdigte.»

8) Ce processus prendra du temps, mais ce fut le cas en Amérique : le 4 juillet 1776, la Déclaration d'indépendance des États-Unis est proclamée et les treize colonies se déclarent États des États-Unis d'Amérique. Ils se dotent d'une constitution de type confédérale le 15 mars 1777. Les treize États fédérés ne peuvent plus conclure d'autres traités, ni entre eux, ni avec des États étrangers sans le consentement du Congrès. Le processus de ratification est lent. La confédération ne prend effet que le 1<sup>er</sup> mars 1781. La victoire décisive est remportée lors de la bataille de Yorktown, le 19 octobre de la même année. En 1783, les États-Unis sont officiellement reconnus dans les relations internationales. Une nouvelle convention se réunit le 25 mai 1787, sous la présidence de George Washington, et adopte le 17 septembre une Constitution de type fédéral qui est ratifiée par 11 États membres et entre en vigueur le 4 mars 1789.

9) s.n., "Pourquoi cette escrimeuse italienne a-t-elle brandi le drapeau européen sur le podium?" in La Libre.be, <http://m.lalibre.be/sports/omnisports/pourquoi-cette-escrimeuse-italienne-a-t-elle-brandi-le-drapeau-europeen-sur-le-podium-57ac902135709a31055c98b1>, 11/8/2016.

10) Le drapeau européen, les idéaux de la meilleure jeunesse. Bravo deux fois.